

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000994-190

DATE : 5 décembre 2019

SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'HONORABLE SYLVAIN LUSSIER, J.C.S.

FRÉDÉRIC MORIER

Demandeur

c.

OUELLET CANADA INC.

et.

STELPRO DESIGN INC.

et.

THERMON GROUP HOLDINGS INC.

et.

GLEN DIMPLEX AMERICAS LTD.

Défenderesses

JUGEMENT

1. L'APERÇU

[1] Des chaufferettes équipées d'un élément chauffant manufacturé par CCI Thermal Technologies inc., vendues entre 1989 et 2016, ont fait l'objet de rappels et d'avis publics à cause de risques d'arc électrique ou d'incendie. Ces rappels sont à l'origine de la demande d'autorisation d'une action collective contre les distributeurs de ces chaufferettes.

[2] Ce jugement traite de plusieurs incidents qui marquent d'ordinaire le début d'un dossier d'action collective, soit des demandes de présentation de preuve appropriée et d'interrogatoire du demandeur¹. S'ajoute à celles-ci une demande de désistement ou de modification de la demande d'autorisation.

[3] En effet, à l'audition des demandes pour preuve appropriée et interrogatoire du demandeur, le tribunal a constaté que le demandeur s'était désisté de sa demande contre le manufacturier² de la pièce défectueuse qui est à l'origine des incidents donnant ouverture à la demande d'autorisation.

[4] Cette modification s'est effectuée sans que la permission en ait été demandée à la Cour. Le tribunal a donc demandé à l'avocat du demandeur de justifier cette demande. C'est avec l'étude de cette demande que nous allons commencer.

2. L'ANALYSE

a) Demande de modification ou désistement

[5] À l'invitation du tribunal, le demandeur a déposé une « Demande pour permission de corriger et amender la demande d'autorisation pour exercer une action collective et pour être désigné représentant ».

[6] Le tribunal est d'avis que la permission du tribunal est requise pour se désister de la demande, même préautorisation, que ce soit pour le tout ou contre une ou plusieurs défenderesses seulement.

[7] Le tribunal est en effet d'accord avec le raisonnement et les motifs des juges Peacock, Gagnon et Tremblay dans les affaires *Krimed*³, *Raunet*⁴, *Chipeur*⁵, *Knafo*⁶ et *Attar*⁷, malgré le fait que l'article 585 *C.p.c.* se retrouve dans le chapitre IV, « Déroulement de l'action collective » et que le législateur n'ait pas adopté l'équivalent de l'ancien article 1010.1 *C.p.c.*⁸, qui s'appliquait tant avant qu'après autorisation⁹.

[8] Le tribunal est d'avis qu'en matière d'action collective, son devoir est de veiller à la protection de l'intérêt des membres. Pour toutes sortes de raisons, cet intérêt peut ne

¹ Article 574 *C.p.c.*

² En fait, contre son successeur.

³ *Krimed c. Uber Technologies inc.*, 2016 QCCS 2768.

⁴ *Raunet c. Procureure générale du Québec*, 2019 QCCS 476.

⁵ *Chipeur c. Pfizer Canada*, 2016 QCCS 1802.

⁶ *Knafo c. Toyota Canada inc.*, 2016 QCCS 4575.

⁷ *Attar c. Red Bull Canada Ltée*, 2017 QCCS 322.

⁸ RLRQ c. 25.

⁹ Sur cette question, Christopher MAUGHAN et Gabrielle GAGNÉ, « L'omission d'un équivalent de l'article 1010.1 dans le nouveau Code de procédure civile », Colloque national sur l'action collective, Développements récents au Québec, au Canada et aux États-Unis (2018) S.F.C. BQ., EYB 2018 DEV2576.

pas coïncider avec celui du représentant ou de son avocat. Ce qui est commode, égoïste ou stratégique dans une action ordinaire peut se révéler contraire aux intérêts des membres du groupe dans une action collective. Il importe que le tribunal veille au grain. L'institution d'une demande d'autorisation d'action collective comporte pour l'avocat en demande une responsabilité et un devoir de diligence qui vont au-delà de ses obligations envers le mandant particulier. Le tribunal est là pour lui rappeler.

[9] En l'espèce, le demandeur avait dans sa demande originale, inclus comme défenderesse l'entité juridique responsable des obligations du manufacturier, Thermon Group Holdings inc.¹⁰.

[10] Cette société a son siège social à Edmonton en Alberta. Jugeant que le demandeur Morier « n'a pas besoin en fait et en droit de la présence du 'fabricant des éléments chauffants' qui seraient à la source des incendies et danger¹¹ » parce qu'il poursuit les distributeurs et vendeurs des chaufferettes, son avocat a laissé tomber Thermon et demande aujourd'hui au tribunal d'avaliser ce choix.

[11] Les défenderesses, vendeurs et distributeurs des chaufferettes, s'opposent à la modification, soulevant qu'elles vont devoir, si le recours est autorisé, appeler Thermon en garantie, ce qu'elles ne peuvent faire à cette étape-ci de la procédure.

[12] Thermon est de toute évidence un tiers dont la présence à l'instance permettrait une « solution complète du litige » au sens de l'article 184(3) *C.p.c.*

[13] Le demandeur connaissait l'existence de poursuites impliquant les incidents à la base de son recours, tel qu'il appert du paragraphe 36 de sa demande d'autorisation :

[36] Le demandeur fait également référence aux dossiers de la Cour en ce qui concerne des actions judiciaires entreprises contre les défenderesses pour des dommages occasionnés par un incendie provoqué par les produits de ces dernières¹².

[14] Ceci est d'autant plus pertinent que le juge Pierre Bellavance a rendu le 19 novembre 2019 un jugement sur des recours intentés en 2016 par les assureurs des manufacturiers de chaufferettes contre Thermon, concluant à la responsabilité de celle-ci comme fabricant de l'élément chauffant défectueux¹³. Le juge Bellavance conclut ainsi :

[67] Pour clore cette affaire qu'il suffise de dire qu'on a fait la preuve que CCI, comme fabricant et vendeur professionnel, connaissait depuis plus de vingt ans le problème de combustion des éléments chauffants qu'elle fabriquait et dont elle avait fait sa spécialité.

¹⁰ « Thermon »; celle-ci serait aux droits du manufacturier, CCI Thermal Technologies inc. (« CCI »).

¹¹ Paragraphe 12 de sa Demande pour permission de corriger.

¹² Voir pièce P-12.

¹³ *Intact Assurances c. CGI Thermal Technologies inc.*, 2019 QCCS 4959.

[68] À tout événement, comme on a fait la démonstration que le bien était affecté d'un vice caché, il y a lieu de présumer de la connaissance du problème par le fabricant.

[69] Sur cette base, CCI, comme fabricant et vendeur professionnel, devra rembourser aux demanderesse les dommages découlant du vice caché.

[15] Si l'abandon de Thermon simplifie la tâche de l'avocat du demandeur, il ne sert pas l'intérêt des membres, ni celui de la justice. L'inévitable appel en garantie alourdira les procédures et allongera les délais, si l'action est autorisée. Sa présence à ce stade-ci, à la lumière du jugement *Intact Assurances*, favorisera peut-être des discussions de règlement.

[16] Les coûts d'une signification en Alberta sont minimes dans le contexte du dossier. La date prévue au printemps pour l'audition de la demande d'autorisation permet amplement d'aménager la présence de Thermon.

[17] Le respect des principes de proportionnalité, de saine gestion des instances et de contradiction dicte le maintien de Thermon au dossier.

[18] La demande de modification est refusée.

b) Demande de production de preuve additionnelle

[19] Glenn Dimplex America Ltd. (Dimplex) demande la permission de déposer une déclaration sous serment de son vice-président exécutif, Carmen Salvatore, établissant que Dimplex n'a ni domicile, ni résidence, ni d'établissement au Québec. La déclaration fait également état de la période durant laquelle Dimplex a manufacturé les chaufferettes qui font l'objet de l'action, soit entre 1991 et 2006. Il fait également état de l'usage auquel ces chaufferettes étaient destinées, soit un usage temporaire dans le domaine de la construction. Il en tire la conclusion¹⁴ qu'il ne doit plus rester beaucoup de chaufferettes en circulation.

[20] Les principes qui régissent le dépôt d'une preuve appropriée au stade de l'autorisation sont bien connus. Un des derniers arrêts¹⁵ sur la question réitère que la preuve permise ne peut porter que sur l'établissement des critères de l'article 575 *C.p.c.* et ne doit pas tenter de trancher l'affaire au fond. La juge Bich réitère les propos tenus à cet effet par la juge Bélanger dans l'arrêt *Lambert (Gestion Peggy) c. Écolait Itée*¹⁶ :

[38] Dans tous les cas, la preuve autorisée doit permettre d'évaluer les quatre critères que le juge de l'autorisation doit examiner et non le bien-fondé du dossier. Et si, par malheur, le juge de l'autorisation se retrouve devant des faits

¹⁴ Au paragr. 10 de la déclaration.

¹⁵ *Asselin c. Desjardins Cabinet de services financiers inc.*, 2017 QCCA 1673 (CanLII), permission d'appeler à la Cour suprême accordée, N : 37898.

¹⁶ 2016 QCCA 659 (CanLII), paragr. 38. Voir aussi *Option consommateurs c. Banque Amex du Canada*, 2006 QCCS 6290 (CanLII); *Gagné c. Rail World*, 2014 QCCS 32 (CanLII), paragr. 37 et suivants.

contradictoires, il doit faire prévaloir le principe général qui est de tenir pour avérés ceux de la requête pour autorisation, sauf s'ils apparaissent invraisemblables ou manifestement inexacts.

[21] Les allégations de la demande en autorisation sont tenues pour avérées, mais une preuve sera permise pour démontrer le caractère invraisemblable ou faux de certaines allégations¹⁷.

[22] Il peut également être utile d'autoriser une preuve qui permet de comprendre la nature des opérations de la partie défenderesse.¹⁸

[23] De plus, il est généralement permis de déposer les contrats liant les parties.¹⁹

[24] Les allégations de la déclaration assermentée de Carmen Salvatore relatives aux opérations territoriales de Dimplex sont indispensables à l'étude de la compétence de la Cour supérieure aux termes de l'article 3148 *C.c.Q.* et de la définition du groupe.

[25] Les informations quant à la date d'assemblage des chaufferettes et à leur utilisation sont de nature à renseigner le tribunal sur les opérations de Dimplex.

[26] Le paragraphe 10 de la déclaration assermentée relève plus de la spéculation que de faits établis. Le tribunal aura à en apprécier la valeur au moment de l'autorisation.

[27] La permission de produire la déclaration sous serment de Carmen Salvatore est accordée.

c) Permission d'interroger le demandeur

[28] Les défenderesses demandent également la permission d'interroger le demandeur. Conscientes du caractère limité d'un tel interrogatoire, elles circonscrivent les sujets d'interrogatoire et la durée prévue de celui-ci. Elles résument leurs demandes de la façon suivante²⁰ :

17. Les sujets sur lesquels les Défenderesses souhaitent interroger le Demandeur sont limités;

¹⁷ *Asselin c. Desjardins*, préc., note 15, paragr. 91.

¹⁸ *Ehouzou c. Manufacturers Life Insurance Company*, 2018 QCCS 4908 (CanLII), paragr. 23; *Gagné c. Rail World inc.*, 2014 QCCS 32 (CanLII), paragr. 67, 137 et 162.

¹⁹ *Jacques c. Petro-Canada*, 2009 QCCS 4787 (CanLII); *Gagné c. Rail World*, 2014 QCCS 32 (CanLII), par. 77, 97, 136 et 137.

²⁰ Plan d'argumentation conjoint des défenderesses, paragr. 17.

Parties	Conclusions de la demande pour permission d'interroger le Demandeur
Stelpro	<p>« a) Les faits soutenant les dommages réclamés ainsi que les actes prétendument intentionnels posés par les défenderesses (575(2) <i>C.p.c.</i>);</p> <p>b) Les circonstances entourant l'achat par le demandeur de sa chaufferette, les renseignements qui lui ont été fournis et les représentations qui lui ont été faites sur cet achat (575(2) <i>C.p.c.</i>);</p> <p>c) La composition du groupe et plus spécifiquement les autres membres, s'il en est, que le demandeur connaît, a identifiés ou contactés (575(3) <i>C.p.c.</i>); et</p> <p>d) Les informations concernant la capacité du demandeur d'agir à titre de représentant du groupe proposé (575(4) <i>C.p.c.</i>) ».</p>
Dimplex	<p>« a) the circumstances surrounding the purchase of Plaintiff's heater;</p> <p>b) whether there is in fact a group that suffered the same or similar damages as Plaintiff;</p> <p>c) whether the group's experience was the same as that of Plaintiff;</p> <p>d) whether the group purchased similar products to the one purchased by Plaintiff;</p> <p>e) how Plaintiff obtained information about the group and what information he possesses about the group;</p> <p>f) the estimated number of members that form part of the group;</p> <p>g) the estimated numbers of heaters in dispute still in the field ».</p>
Ouellet	<p>« a) Le lien reliant chaque membre du groupe identifié aux défenderesses;</p> <p>b) Le nombre de membres identifiés et la composition du groupe;</p> <p>c) Les actes soi-disant intentionnels soi-disant posés par les défenderesses à l'égard des membres du groupe identifiés ».</p>

[29] Le demandeur s'objecte à la tenue de l'interrogatoire, soutenant :

- L'interrogatoire ne doit pas servir à tester la solidité des prétentions, ni à rechercher plus de détails sur les allégations;

- Les demandes d'interroger doivent être de nature de l'essentiel et de l'indispensable, les démarches de nature inquisitoires sont strictement interdites à l'étape de la pré-autorisation;
- Le demandeur a le fardeau de présenter une cause soutenable, qui a une chance de réussite, sans pour autant être tenu de démontrer une possibilité raisonnable ou réaliste de succès. L'évaluation de la force probante des prétentions tenues dans la *Demande d'autorisation* doit être faite par le juge saisi du fond de l'affaire;
- À titre de représentant des membres du groupe, le demandeur n'a pas à établir de lien avec chacun des produits et des défenderesses ni n'a l'obligation de communiquer ou rechercher d'autres membres.

[30] Les principes relatifs à l'interrogatoire du représentant sont connus. Ils ont récemment été énoncés par la juge Courchesne dans *Option Consommateurs c. Samsung Eletronics Canada Inc*²¹ dans le contexte d'une demande pour permission de produire une preuve appropriée :

- le juge dispose d'un pouvoir discrétionnaire afin d'autoriser une preuve pertinente et appropriée ainsi que la tenue d'un interrogatoire du représentant, dans le cadre du processus d'autorisation;
- un interrogatoire n'est approprié que s'il est pertinent et utile à la vérification des critères de l'article 575 *C.p.c.*;
- l'interrogatoire doit respecter les principes de la conduite raisonnable et de la proportionnalité posés aux articles 18 et 19 *C.p.c.*;
- la vérification de la véracité des allégations de la demande relève du fond;
- le tribunal doit analyser la demande soumise à la lumière des enseignements récents de la Cour suprême du Canada et de la Cour d'appel sur l'autorisation des actions collectives et qui favorisent une interprétation et une application libérales des critères d'autorisation;
- à ce stade, la finalité de la demande se limite au seuil fixé par la Cour suprême du Canada, soit la démonstration d'une cause défendable. Le tribunal doit se garder d'autoriser une preuve qui inclut davantage que ce qui est strictement nécessaire pour atteindre ce seuil;

²¹ 2017 QCCS 1751, paragr. 11; voir aussi *Li c. Equifax inc.*, 2018 QCCS 1892 et *Ehouzou c. Manufacturers Life Insurance Company*, 2018 QCCS 4908.

- le tribunal doit se demander si la preuve requise l'aidera à déterminer si les critères d'autorisation sont respectés ou si elle permettra plutôt de déterminer si le recours est fondé ; dans cette dernière hypothèse, la preuve n'est pas recevable à ce stade;
- la prudence est de mise dans l'analyse d'une demande de permission de produire une preuve appropriée ; il s'agit de choisir une voie mitoyenne entre la rigidité et la permissivité;
- il doit être démontré que l'interrogatoire demandé est approprié et pertinent dans les circonstances spécifiques et les faits propres du dossier, notamment en regard des allégations et du contenu de la demande d'autorisation;
- le fardeau de convaincre le tribunal de l'utilité et du caractère approprié de la preuve repose sur la partie qui la demande.

[31] Une comparaison des questions proposées avec les allégations de la demande d'autorisation donne le résultat suivant :

Parties	Conclusions de la demande pour permission d'interroger le Demandeur/allégations en demande
Stelpro	<p>(a) « Les faits soutenant les dommages réclamés ainsi que les actes prétendument intentionnels posés par les défenderesses (575(2) C.p.c).</p> <ul style="list-style-type: none"> - [10] Ce n'est que le 25 mars 2019 que les défenderesses ont « émis un <i>Avis public</i> concernant la cessation d'utilisation de plusieurs modèles de chauffeuses [...] qui présentent un <i>risque d'arc électrique ou d'incendie</i>». - [13,16 et 21] À la date de l'émission des Avis publics par le Gouvernement de Canada, soit le 10 avril 2019, l'entreprise Stelpro Design Inc. avait déjà reçu 8 rapports d'incendie en date du 2 avril 2019, l'entreprise Glen Dimplex Americas Ltd. avait reçu 36 en date du 3 avril 2019 et l'entreprise Ouellet Canada Inc. avait reçu 26 en date du 1e avril 2019. - [26] L'entreprise <i>Stelpro Design Inc.</i> était au courant des vices d'où l'envoi d'un avis à M. Morier lui demandant « d'apposer à l'arrière de son appareil une plaque métallique pour empêcher la chaleur de trop irradier ». - [31] « Les chauffeuses litigieuses sont de toute évidence affectées d'un vice de fabrication diminuant leur utilité à un

tel point que les membres du groupe ne les auraient pas achetées ».

« La responsabilité des défenderesses »

- [32, 33, 34] « En tant que manufacturiers, distributeurs et commerçants, [...], les défenderesses sont responsables de la violation de la garantie de qualité des biens ». En effet, « chaque défenderesse a vendu ou distribué pour la vente un des modèles visés par les divers rappels ». Les dommages intérêts compensatoires réclamés constituent donc une conséquence de la « violation par les défenderesses de la garantie de qualité ».
- [35] « De plus, les défenderesses doivent être punies pour avoir délibérément continué à manufacturer, distribuer et vendre des chaufferettes viciées [...], afin de dissuader un tel comportement insouciant de la part d'entreprises qui ont vendu plus de 900 000 unités, dont plusieurs après avoir été mis au courant des risques d'incendie ».
- [36] Les produits en cause des défenderesses ont déjà fait objet de plusieurs actions judiciaires dans la province de Québec pour des dommages causés par un incendie.

(b) « Les circonstances entourant l'achat par le demandeur de sa chaufferette, les renseignements qui lui ont été fournis et les représentations qui lui ont été faites sur cet achat (575(2) C.p.c) ».

- Aucune information dans la *Demande d'autorisation amendée et corrigée* du demandeur.
- [25] M. Morier précise seulement avoir acheté « un des modèles de chaufferettes disponible de la marque Stelpro ».

(c) « La composition du groupe et plus spécifiquement les autres membres, s'il en est que le demandeur connaît, a identifiés ou contactés (575(3) C.p.c) ».

« La Composition du groupe »

- [37] « il y a potentiellement 911 000 personnes composant le groupe au Canada »
- [38] « Les membres du groupe sont actuellement dispersés à travers le Canada, dont le Québec »

	<ul style="list-style-type: none"> - [40] « il est en effet impossible pour le demandeur Morier de contacter tous les membres du groupe et, à plus forte raison, d'obtenir un mandat de ceux-ci, puisque cette actions vise rassemblement plusieurs milliers de personnes au Québec et tout autant sinon plus à l'extérieur de la province ». <p>(d) « Les informations concernant la capacité du demandeur d'agir à titre de représentant du groupe proposé (575(4) C.p.c) ».</p> <ul style="list-style-type: none"> - Voir les paragraphes 4, 13,16, 21 et 36.
Dimplex	<p>a. « The circumstances surrounding the purchase of Plaintiff's heater »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune information dans la <i>Demande d'autorisation amendée et corrigée</i> du demandeur. - [25] Dans sa demande, M. Morier précise seulement avoir acheté « un des modèles de chaufferettes disponible de la marque Stelpro ». <p>b. « Whether there is in fact a group that suffered the same or similar damages as plaintiff »</p> <ul style="list-style-type: none"> - [37] Il y a potentiellement 911 000 personnes visées par le présent recours qui ont acheté des chaufferettes visées par les divers rappels. - [31] Les vices de fabrications affectant ces chaufferettes diminuent leur utilité de sorte que si les membres avaient su, ils ne les auraient pas achetées. <p>c. « Whether the group's experience was the same as that of Plaintiff »</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aucune information dans la <i>Demande d'autorisation amendée et corrigée</i> du demandeur. - [40] La composition du groupe rend impossible pour M. Morier de contacter chaque membre du groupe et s'informer sur leur situation spécifique.

d. « Whether the group purchased similar products to the one purchased by Plaintiff »

- [4] Le Groupe est composé de « toutes les personnes, physiques ou morales, domiciliées ou résidant au Canada étant ou ayant été propriétaire d'une des chaufferettes » vendues, manufacturées, fabriquées ou distribuées par les défenderesses.
- [13, 16 et 21] Les Avis publiés par le Gouvernement du Canada énumèrent tous les modèles de chaufferettes vendues, manufacturées, fabriquées ou distribuées par les défenderesses.

e. « How Plaintiff obtained information about the group and what information he possesses about the group ».

- [13, 16 et 21] Les informations obtenues par le demandeur ont pour source les données publiées par le Gouvernement du Canada.
- [36] Le demandeur fait également référence aux dossiers de la Cour en ce qui concerne des actions judiciaires entreprises contre les défenderesses pour des dommages occasionnés par un incendie provoqué par les produits de ces dernières.

f. « The estimated number of members that form part of the group »

« La Composition du groupe »

- [37] « il y a potentiellement 911 000 personnes composant le groupe au Canada »
- [38] « Les membres du groupe sont actuellement dispersés à travers le Canada, dont le Québec ».

g. « The estimated numbers of heaters in dispute still in the field »

- Aucune information dans la *Demande d'autorisation amendée et corrigée* du demandeur.

Ouellet	<p>a) « Le lien reliant chaque membre du groupe identifié aux défenderesses »</p> <ul style="list-style-type: none">- [33, 37] Le demandeur mentionne qu'il y a potentiellement 911 000 personnes qui peuvent être membres du groupe et qu'il y a 911 035 chaufferettes visées par le recours qui sont, comme celle de M. Morier, affectées d'un vice de fabrication et sont des produits que chaque défenderesse a vendu ou distribué pour la vente. <p>b) « Le nombre de membres identifiés et la composition du groupe »</p> <p>« La Composition du groupe »</p> <ul style="list-style-type: none">- [37] « il y a potentiellement 911 000 personnes composant le groupe au Canada »- [38] « Les membres du groupe sont actuellement dispersés à travers le Canada, dont le Québec ». <p>c) « Les actes soi-disant intentionnels soi-disant posés par les défenderesses à l'égard des membres du groupe identifiés »</p> <ul style="list-style-type: none">- [10] Ce n'est que le 25 mars 2019 que les défenderesses ont « émis un <i>Avis public</i> concernant la cessation d'utilisation de plusieurs modèles de chaufferettes [...] qui présentent un <i>risque d'arc électrique ou d'incendie</i>». <p>[13, 16 et 21] À la date de l'émission des <i>Avis publics</i> par le Gouvernement de Canada, soit le 10 avril 2019, l'entreprise <i>Stelpro Design Inc.</i> avait déjà reçu 8 rapports d'incendie en date du 2 avril 2019, l'entreprise <i>Glen Dimplex Americas Ltd.</i> avait reçu 36 en date du 3 avril 2019 et l'entreprise <i>Ouellet Canada Inc.</i> avait reçu 26 en date du 1^{er} avril 2019.</p> <ul style="list-style-type: none">- [26] L'entreprise <i>Stelpro Design Inc.</i> était au courant des vices d'où l'envoi d'un avis à M. Morier lui demandant « d'apposer à l'arrière de son appareil une plaque métallique pour empêcher la chaleur de trop irradier ».- [35] « De plus, les défenderesses doivent être punis pour avoir délibérément continué à manufacturer, distribuer et vendre des chaufferettes viciées [...], afin de dissuader un tel comportement insouciant de la part d'entreprises qui ont vendu plus de 900 000 unités, dont plusieurs après avoir été mis au courant des risques d'incendie ».
---------	--

	- [36] Les produits en cause des défenderesses ont déjà fait objet de plusieurs actions judiciaires dans la province de Québec pour des dommages causés par un incendie.
--	--

[32] Analysons ces demandes en fonction des critères de l'article 575 *C.p.c* :

1. Les demandes des membres soulèvent des questions de droit ou de fait identiques, similaires ou connexes

[33] Aucune des questions ne semblent véritablement relever de ce critère, sauf peut-être les questions b), c) et d) de Dimplex. Les paragraphes de la demande répondent adéquatement à ces questions.

2. Les faits allégués paraissent justifier les conclusions recherchées

[34] On subdivisera les questions relatives à ce critère en deux catégories. Tout d'abord les questions qui portent sur le droit d'action personnel de M. Morier qui doit établir un lien de droit avec au moins une défenderesse²².

[35] À ce titre, on l'a vu, le dépôt des contrats liant les parties est d'habitude permis.

[36] Les informations au sujet de l'achat de la chaufferette sont minces dans la demande d'autorisation.

[37] Les défenderesses ont droit de poser à M. Morier des questions sur son achat de chaufferette. Elles prennent certes le risque de bonifier la preuve en demande mais il est légitime de chercher à ne pas être pris par surprise quant aux éléments essentiels du lien de droit du demandeur avec elles.

[38] Ces questions seront permises.

[39] Viennent ensuite les questions sur l'établissement des reproches à l'encontre des chaufferettes. L'examen des allégations révèle que le critère de la suffisance de l'information au stade de l'autorisation est rempli.

3. La composition du groupe rend difficile ou peu pratique l'application des règles sur le mandat d'ester en justice pour le compte d'autrui ou sur la jonction d'instance

[40] Comme on l'a vu ci-haut à l'égard des questions de Stelpro, les allégations de la demande répondent adéquatement à cette question.

²² *Sofio c. Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières*, 2015 QCCA 1820 (CanLII); paragr. 10; *Ehouzou c. Manufacturers Life Insurance Company*, 2019 QCCS 2017 (CanLII), paragr. 40; *Pilon c. Banque Amex du Canada*, 2019 QCCS 3607 (CanLII), paragr. 99.

[41] Le groupe vise effectivement les personnes ayant acheté des chaufferettes qui, comme celle de M. Morier, étaient visées par les divers rappels. Le tribunal doute par ailleurs que M. Morier sache combien de chaufferettes sont encore utilisées. La preuve additionnelle de Dimplex est plus utile à cet égard qu'un interrogatoire du demandeur.

4. Le membre auquel il entend attribuer le statut de représentant est en mesure d'assurer une représentation adéquate des membres

[42] Le principe général concernant la détermination de la capacité du demandeur a été énoncé dans l'arrêt *Guilbert c. Vacances sans Frontière Itée*: pour déterminer la capacité du demandeur d'agir à titre de représentant du groupe proposé, il faut déterminer si le demandeur « s'intéresse visiblement au problème, a fait une enquête raisonnable, est au courant des difficultés survenues et paraît capable de diriger les démarches nécessaires pour mener à bien ces procédures »²³.

[43] Bien qu'en l'espèce, le demandeur n'affirme pas explicitement dans sa demande, « avoir connaissance des faits qui justifient son recours et celui des membres du Groupe » et toutes les « démarches spécifiques qu'il a entreprises en lien avec sa demande »²⁴, il est possible de tirer certaines conclusions logiques de sa demande.

[44] M. Morier semble avoir fait une enquête raisonnable. Il a consulté des données fiables auprès du Gouvernement du Canada. Il s'est également informé auprès de la Cour concernant les actions judiciaires déjà entreprises contre les défenderesses. Il semble également être au courant des divers produits offerts par chaque entreprise et des démarches prises par ces dernières pour aviser leur clientèle des vices de leurs produits.

[45] Dans l'arrêt *Sibiga*²⁵, le juge Kasirer, alors en Cour d'appel, étudie les exigences à l'égard du représentant et conclut qu'elles sont « minimalistes ».

[46] Les renseignements glanés par le demandeur, ou par son avocat, et répétés dans la demande d'autorisation semblent suffisants, à ce stade-ci, pour permettre l'étude du critère de l'article 575 (4) *C.p.c.*

[47] L'interrogatoire qui est permis devra s'effectuer par écrit. Les défenderesses prépareront un document conjoint de questions. M. Morier aura 15 jours pour y répondre.

²³ *Guilbert c. Vacances sans Frontière Itée*, 1991 CanLII 2869 (QC CA), Paragr. 8. ; voir *Société québécoise de gestion collective des droits de reproduction (Copibec) c. Université Laval*, 2017 QCCA 199, paragr. 56 et 57.

²⁴ *Côté c. Pharmacie Carole Bessette*, 2017 QCCS 3312, Para 39.

²⁵ *Sibiga c. Fido Solutions inc.*, 2016 QCCA 1299, au paragr. 109.

3. LES CONCLUSIONS

POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :

[48] **REJETTE** la Demande pour permission de corriger et amender la demande d'autorisation pour exercer une action collective et pour être désigné représentant.

[49] **DÉCLARE** que la demande d'autorisation d'exercer l'action collective doit être signifiée à Thermon Group Holdings inc. dans les 15 jours du présent jugement.


[50] **ACCUEILLE** la demande de Glen Dimplex Americas Ltd. pour déposer une preuve appropriée, soit une déclaration sous serment de Carmen Salvatore.

[51] **ACCUEILLE** en partie la demande de permission d'interroger le demandeur Frédéric Morier, et **PERMET** l'interrogatoire sur les sujets suivants :

- Les circonstances entourant l'achat par le demandeur de sa chaufferette, les renseignements qui lui ont été fournis et les représentations qui lui ont été faites lors de cet achat.

[52] **DÉCLARE** que l'interrogatoire doit être effectué par écrit et que M. Morier doit répondre à celui-ci dans les 15 jours de sa signification.

[53] **LE TOUT**, frais à suivre.


HON. SYLVAIN LUSSIER, J.C.S.

Me Martin André Roy
Roy Bastien avocats inc.
Avocats du demandeur

Me Anne-Marie Gagné
Me Félix Bossé-Lebeau
KSA, Avocats
Avocats de la défenderesse, Ouellet Canada inc.

Me Myriam Brixi
Lavery, de Billy
Avocats de la défenderesse, Stelpro Design inc.

500-06-000994-190

PAGE : 16

Me Guy Poitras
Gowling WLF (Canada)
Avocats de la défenderesse, Glen Dimplex Americas Ltd

Date d'audience : 8 novembre 2019